

s'avérer plus difficile que prévu de procéder rapidement à des déboursements de fonds destinés à l'aide au développement. Ce problème vaut tout autant pour l'aide multilatérale, à laquelle le Canada consacre plus d'un tiers de son budget actuel d'aide qui s'élève à 1.1 milliard de dollars pour la présente année financière. Malgré tout, les difficultés que nous rencontrons au chapitre des débours ne devraient en aucune façon nous décourager de fournir des efforts encore plus grands.

À ce propos, je voudrais endosser la déclaration du représentant de la FAO selon laquelle le FIDA a besoin, à titre d'appoint, d'une aide bilatérale soutenue dans le domaine du développement agricole, qui demeure un champ privilégié pour les programmes d'aide canadiens. Les bonnes récoltes des trois dernières années ne devraient pas obvier à la nécessité de tout mettre en oeuvre pour instaurer une sécurité alimentaire mondiale que nous ne pourrions réaliser que grâce à une approche tridimensionnelle: constitution de stocks régulateurs pour se protéger d'éventuelles mauvaises récoltes; intensification du développement agricole et aide alimentaire pour faire face aux pénuries immédiates.

Nous encourageons tous les pays en mesure d'offrir un appui matériel aux pays en développement à le faire. Certains pays, semble-t-il, se jugent dispensés de cette obligation du fait qu'ils ne figurent pas parmi les anciennes puissances coloniales. Encore qu'un tel argument soit discutable, son plus grand tort est d'être tout à fait insensible à l'urgence du développement. L'unique expérience directe de mon pays en matière de colonisation fut d'être colonisé. Pourtant, nous reconnaissons et acceptons la responsabilité, voire même le privilège, de participer au processus de développement pour le bien-être de toute l'humanité. La considération majeure qui doit prévaloir, c'est l'obligation que nous avons vis-à-vis de la communauté internationale d'oeuvrer pour l'avènement d'un système économique mondial ordonné, juste et équitable, non seulement en cas d'urgence, mais dans le cadre d'un processus perpétuel de changement. En même temps, nous devons nous concentrer, à plus court terme, sur l'aide directe au développement afin d'aider les peuples les plus démunis des pays en développement et les nations les moins nanties. Le Canada est déterminé à aller de l'avant pour atteindre l'objectif de 0.7 cent et nous incitons tous les autres pays en mesure de le faire à s'orienter dans la même direction.

Pour répondre aux besoins des pays en développement à l'égard de ressources supplémentaires, le gouvernement du Canada a converti en dons tous les prêts qui avaient été faits à un certain nombre de pays parmi les moins développés, jusqu'à un montant dépassant un quart de milliard de dollars. En plus, l'aide officielle du gouvernement du Canada aux pays les moins développés est maintenant entièrement sous forme de dons. C'est donc avec un grand intérêt que nous avons écouté les remarques du ministre du Développement de la Suède concernant les intentions de son pays à cet égard.

Au cours des quelques prochaines années, nous devons élaborer une stratégie globale afin de surmonter les problèmes fondamentaux que pose le processus de développement et harmoniser ce dernier avec le système et les conditions économiques extérieures. Nous avons beaucoup progressé au cours des dernières décennies, et plus particulièrement ces quelques dernières années, mais les gestes les plus durables de la communauté internationale à l'égard des pays en développement sont encore à poser.